

Monsieur Le Président de L'Internationale  
Socialiste,  
Monsieur Le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs les vice-présidents,  
Chers Camarades Membres de l'Internationale  
Socialiste.

C'est un immense plaisir pour nous, membres du  
Front Social-Démocrate – SDF, parti politique  
Camerounais, membres de la grande famille de  
l'Internationale Socialiste – IS d'être présent  
aujourd'hui à New York dans cette distinguée salle  
des Nations Unies, à l'occasion de notre première  
réunion du Conseil après notre dernier congrès à  
Carthagène.

C'est une fois de plus l'occasion de vous  
transmettre les salutations fraternelles de nos  
camarades militants et sympathisants et plus  
particulièrement celles de notre Président National,  
le Chairman Ni John FRU NDI, à qui nous nous  
associons pour dire MERCI à tous et à toutes pour  
les efforts multiples consentis à la recherche d'un  
monde meilleurs pour tous. La forte délégation de  
mon parti le Front Social-Démocrate SDF -  
Cameroun que je conduis à ce conseil en ma  
qualité de secrétaire général de ce parti, est le  
signe de notre réaffirmation et de notre

attachement à L'Internationale Socialiste et à ses valeurs que notre parti partage avec fierté.

Un grand bravo à nos frères Africains qui ont réussis dans leurs pays face à toutes les difficultés à parvenir au pouvoir, à le gérer et souvent à le conserver démocratiquement. Je pense notamment à ceux du Niger, du Mali, du Burkina Faso, de la Guinée, aussi de l'Angola, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et bien d'autres ; mais surtout à ceux de la Gambie.

J'exhorte également ceux de l'Afrique Centrale à continuer le combat pour la libération de nos peuples : cette partie de notre continent qui a choisie de résister à la Démocratie et au Développement durable. Monsieur le Secrétaire Général, une fois de plus, toute notre solidarité pour ce qui s'est récemment passé en RDC.

Excellences, Mesdames et Messieurs,  
Membres de l'Internationale Socialiste,

**« Défendre et Protéger la Démocratie là où elle est niée ou menacée : le cas du Cameroun. »**



Le Cameroun est ce beau pays au cœur de l'Afrique Centrale qui est dirigé depuis le 06 Novembre 1982 (soit 35 ans) par un même homme : PAUL BIYA.

1990 va marquer le retour au multipartisme qui ne sera pas pour autant un retour à la Démocratie, mais du pluralisme partisan tout simplement : c'est alors que sous les balles du régime en place, 06 valeureux Camerounais vont donner leurs vies à Bamenda située au Nord-Ouest du pays en zone dite anglophone et le SDF va naître dans le sang de nos martyrs, c'était le 26 Mai 1990.

35 ans après l'accession de Paul BIYA au pouvoir, tout le monde est unanime de dire que rien n'a changé aujourd'hui, mais que la situation va de mal en pire. Le Cameroun se meurt, la désillusion a gagné les populations et le pays est au bord de l'éclatement.

Oui, 35 ans après des modifications de la Constitution, des fraudes électorales et tripatouillages des résultats des divers consultations populaires, le système électoral Camerounais a perdu toute crédibilité et a laissé place à un processus auquel le peuple n'y croit plus du tout : source de tous les maux que connaissent notre pays.

Quelques exemples : L'organe chargé d'organiser les élections (Elections Cameroon) est à la solde du parti au pouvoir ; le refus de mettre en place une commission électorale indépendante ; un fichier électoral pas fiable et produisant des cartes électorales multiples ; l'implication abusive de l'administration partisane dans le processus électorale ; un découpage biaisé des circonscriptions électorales administratives. Tout ceci est chapeauté par une justice aux ordres qui joue un rôle dangereux dans le processus électoral mais également peut mettre qui elle veut et quand elle veut en prison lorsque le pouvoir le demande.

La désintégration du système électorale Camerounais ainsi que de sa justice contribuent à coup sûr à faire de notre pays, un pays à risque.

La Justice est devenue la principale plaie ; un instrument pour éliminer d'éventuels ou supposés candidats au fauteuil présidentiel. Aujourd'hui au Cameroun, des valeureux citoyens se retrouvent dans des prisons ou en exil sous le véritable prétexte qu'ils ont osé « lorgner » le fauteuil présidentiel, alors qu'une justice aux ordres se complait de les condamner pour « détournement de fond publics » sans preuves. Nous nous réjouissons de savoir que vous nous avez écoutés en nous suivant dans l'affaire Marafa Ex Ministre d'Etat toujours abusivement incarcéré, en qualifiant son procès, de procès politique.



Au-delà de toutes ces violations, et comme si cela ne suffit pas, notre pays traverse en ce moment une autre crise : **la Crise dite anglophone !**

Excellences, Mesdames et Messieurs,  
Membres de l'Internationale Socialiste,

Le problème anglophone résulte de la frustration de la minorité issue des 02 régions anglophones du Sud-ouest et Nord-Ouest du Cameroun dont les préoccupations n'ont pas été pris compte dans le fonctionnement de notre pays et s'est vu progressivement marginalisée. Cette situation a entraîné diverses revendications, arrestations ainsi que la perturbation de la scolarité dans ces 02 régions de notre pays.

*Aujourd'hui, des centaines de nos compatriotes, toutes et tous issus d'une même aire linguistique, géographique et sociologique sont dans les prisons simplement parce qu'ils ont « osés » porter le message d'un peuple qui en a ras le bol... !!!*

*Aujourd'hui des nobles avocats, enseignants, médecins, ingénieurs élites de la société, toutes et tous issus d'une même aire linguistique, géographique et sociologique sont dans les*

*prisons simplement parce qu'ils ont « osés » dire ça suffit... !!!*

*Aujourd'hui un magistrat de la Cour Suprême originaire de cette même aire linguistique, géographique et sociologique est en prison simplement parce qu'ils ont « osés » dire je suis de ceux-là... !!!*

*Aujourd'hui un Parlementaire originaire de cette même aire linguistique, géographique et sociologique pourrait lui aussi se retrouver en prison et s'est même vu délivrer contre lui un mandat d'arrêt sans lever de l'immunité simplement parce qu'ils ont « osés » dire STOP... !!!*

Aujourd'hui au Cameroun, si rien n'est fait et le calendrier électoral respecté, c'est dans ce climat d'injustice, de frustration et d'incertitude que se tiendront en 2018 l'élection présidentielle, les élections municipales, législatives et sénatoriales.

C'est l'occasion pour le Front Social-Démocrate, SDF-du Cameroun, d'interpeler le monde entier à travers l'Internationale Socialiste, pour se penser au chevet du Cameroun et éviter le pire à notre pays.

Comme l'a demandé les Nations Unies à travers l'envoyé de son Secrétaire Général venu au Cameroun, le SDF demande : la libération sans conditions des personnes arrêtées dans le cadre de cette affaire, ainsi que l'organisation d'un dialogue franc pour résoudre définitivement ce problème et favoriser le retour à une scolarité normale la rentrée prochaine dans ces 02 régions anglophones de notre pays.

Nous savons quand et comment le piétinement de la démocratie a commencé dans notre pays, mais nous ne connaissons pas quand et comment elle finira, si notre solidarité internationale n'agit pas ; C'est pour cette raison que nous vous serons gré d'approuver la résolution proposée par notre parti sur le Cameroun.

Je saisis cette opportunité pour vous faire part de la tenue du 9<sup>ème</sup> Congrès Ordinaire de notre parti en octobre prochain ; bien entendu, vous y êtes tous conviés. Les invitations vous parviendront dès la précision des dates et de la ville.

Merci pour votre attention !